



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU JEUDI 25 SEPTEMBRE 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Aménagement et Urbanisme

L'an deux mille quatorze le vingt cinq septembre à dix huit heures trente, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la délibération:
Les Arcs-sur-Argens - Camping de l'Eau Vive - Résiliation anticipée du bail commercial

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, BOYER Liliane, MARCY Valérie, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, MATRAS Fabien, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BALDECCHI Serge, BACQUET Yves, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUZEREAU Gilbert, CAYMARIS Alain, CERET Stéphan, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GUIOL Marie-Christine, HAINAUT Alain, KOUJI-DECOURT Mathilde, LEROUX Florence, LOEW Grégory, MARCEL Frédéric, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICCOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REGAZZETTI Francine, REIG Laure, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SANTONI Jean-Daniel, SENES Sylvain, SONNEVILLE David, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRÉSENTÉS :

Gérald PIERRUGUES pouvoir à Céline MAUBERT, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Max CARZOLI pouvoir à Alain PARLANTI, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Nathalie GONZALES pouvoir à Christine CHALOT-FOURNET, Malika GUELLATI pouvoir à Claude PIANETTI, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Liliane BOYER, Yves LE POULAIN pouvoir à Valérie MARCY

ABSENT :

CARRIERE Christophe

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Hugues MARTIN

Transmis le :

3.10.2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
Affiché le 3.10.2014

La Communauté d'Agglomération Dracénoise a acquis en 2010 une unité foncière aux Arcs-sur-Argens, cadastrée section G n°12-14-15-16-1541-1542, d'une superficie totale de 59 371 m², dans la perspective d'y réaliser un pôle économique à vocation agricole.

Sur une partie de ce bien, et plus précisément sur les parcelles G 12 et 1541, existait un bail commercial conclu initialement le 20 mars 1997, reconduit tacitement, dont est preneur aujourd'hui la SARL Camping de l'Eau Vive.

À deux reprises, courant juin 2010 puis en novembre 2011, les parcelles ont subi les débordements de l'Argens.

Un plan de Prévention des Risques Inondations appliqué par anticipation a été émis dès décembre 2011 par les services de l'État, plaçant les terrains objet du contrat en zone rouge incompatible avec toute forme d'exploitation.

Cette interdiction a été signifiée par la commune des Arcs-sur-Argens à la SARL Camping de l'Eau Vive, le 25 janvier 2012.

Ce classement en zone rouge inondable est confirmé par l'Arrêté Préfectoral du 11 avril 2014 portant approbation du plan de prévention des risques naturels inondations lié à la présence de l'Argens et du Réal, sur la commune des Arcs-sur-Argens.

En conséquence et au vu de l'avis de la Commission Aménagement et Urbanisme en date du 9 Septembre 2014, il est proposé au Conseil communautaire de bien vouloir :

- résilier le bail commercial au profit de la SARL Camping de l'Eau Vive, en vertu du principe de sécurité des personnes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer l'acte transactionnel ci joint et tous documents s'y rapportant.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 25 septembre 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN



Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.